

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 26622 Nom ou dénomination : AALTEO
--

Ce dépôt a été enregistré le 29/07/2022 sous le numéro de dépôt 101667



Crédit Industriel et Commercial

CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

CIC PARIS ETOILE ENTREPRISES 178 RUE DE COURCELLES 75017 PARIS
☎ 01 56 75 68 00 FAX 01 46 22 22 73 ✉ 10913@cic.fr BIC : CMCIFRPP

Création de Société par Actions Simplifiée

ATTESTATION DE BLOCAGE DU CAPITAL SOCIAL

La banque ci-après :

CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, CIC PARIS ETOILE ENTREPRISES 178 RUE DE COURCELLES 75017 PARIS déclare et atteste avoir reçu en dépôt la somme de 1 000 €.

NORMANN APS (Président) représentée par M. Christian Normann, représentant de la société AALTEO S.A.S., Société par Actions Simplifiée actuellement en voie de formation dont le siège social se situe 10 BOULEVARD MALESHERBES 75008 PARIS, déclare que cette somme représente le montant immédiatement libérable de la partie du capital social correspondant aux apports en numéraire de la Société par Actions Simplifiée en formation, ainsi qu'il a été versé par l'ensemble des actionnaires.

Liste des actionnaires	Nombre d'actions	Somme versée
NORMANN APS	50	500 €
PREJEANCE CAPITAL PARTNERS	25	250 €
Hubert Fabry	25	250 €

En conséquence, conformément aux dispositions législatives en vigueur, la somme ci-dessus demeurera bloquée en compte spécial :

30066 10913 00020359499 84

jusqu'à production du certificat d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de la société actuellement en voie de formation. Sans production de ce certificat dans le délai de six mois à compter du dépôt de fonds, la somme susvisée pourra être débloquée :

- soit entre les mains du mandataire désigné par l'ensemble des souscripteurs,
- soit entre les mains du mandataire désigné par décision de justice passée en force de chose jugée.

La présente attestation est établie en triple exemplaire pour faire valoir ce que de droit.

Le 20 juin 2022

Le déposant
("lu et approuvé" + signature)

Vincent DAUPLAIT-NEYRINCK
Chargé d'affaires Entreprises
vincent.dauplaitneyrinck@cic.fr

JST14

lu et approuvé

Crédit Industriel et Commercial
PARIS ETOILE Entreprises
178, rue de Courcelles - 75017 PARIS
Tél. 01 56 75 68 10
Fax 01 46 22 22 73

AALTEO
Société par actions simplifiée au capital de 1000€
Siège social : 10 Boulevard Malsherbes
75008 PARIS
RCS : en cours d'immatriculation

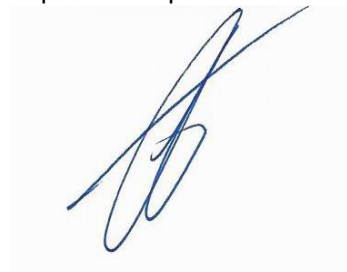
LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Identité des souscripteurs	Nombre de actions souscrites	Montant nominal des actions souscrites en euro	Montant des versements effectués (en euros)
PREJANCE CAPITAL PARTNERS RCS Paris 831 997 796 Siège social : 23 Rue Galilée 75116 PARIS	25	10	250
Hubert Ghislain MARIE FABRY 98 Rue de Miromesnil 75008 PARIS	25	10	250
NORMANN APS RCS DANEMARK 32 83 80 30 Siège social : Knud Hoejgaards Vej 9 2860 SOEDBORG, DANEMARK	50	10	500
Total	100	10	1000

Le présent état est certifié exact et véritable et il ressort que les 100 actions de numéraire de la société **AALTEO** d'une valeur nominale de 10 euros chacune, ont été souscrites par les personnes ci-dessus indiquées et libérées dans les proportions ci-dessus.

Le 20 juin 2022,

Le Président, la société NORMANN APS
Représentée par Christian NORMANN



AALTEO

Société par actions simplifiée au capital de 1 000 €
Siège social : 10 boulevard Malesherbes 75008 Paris

STATUTS CONSTITUTIFS

LES SOUSSIGNES :

1. **PREJEANCE CAPITAL PARTNERS - PCP (« PCP »)**, société par actions simplifiée au capital de 50 000 EUR ayant son siège social au 23 rue Galilée 75116 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 831 997 796, représentée par Monsieur Edouard Fabry, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « **PCP** »

DE PREMIÈRE PART

2. **NORMANN APS**, société de droit danois, au capital social de 45 000 DKK, dont le siège social est situé Knud Højgaards Vej 9 2860 Soeborg, Danemark et qui est immatriculée au registre du commerce et des sociétés du Danemark sous le numéro 32 83 80 30, représentée par Monsieur Christian Normann, Président, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après désignée « **NORMANN APS** »,

DE DEUXIÈME PART

3. **HUBERT GHISLAIN MARIE FABRY**, né le 30 juillet 1989 à Boulogne Billancourt (92100), résidant 98 rue de Miromesnil à Paris (75008),

ci-après désignée « **Hubert Fabry** »,

DE TROISIÈME PART

Ci-après collectivement désignés les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** »

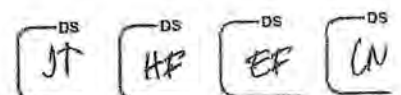
ont, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, établis ainsi qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée (ci-après la « **Société** ») qu'ils ont décidé de constituer pour les projets de performance énergétique.

Le capital social de la Société est réparti comme suit à la date des présentes :

- a. NORMANN APS détient 50% du capital social et des droits de vote de la Société ; et
- b. PCP détient 25% du capital social et des droits de vote de la Société ; et
- c. Hubert Fabry détient 25% du capital social et des droits de vote de la Société.

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE



ARTICLE 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée, régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables et par les présents statuts.

Elle est formée par les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui le seraient ultérieurement.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres visées à l'article L. 227-2 du Code de commerce.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France :

- L'installation et les travaux de rénovation énergétique ;
- Plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elle soit, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes, complémentaires ou susceptibles d'en faciliter la réalisation ou l'extension.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

La dénomination est : **AALTEO**.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots « *société par actions simplifiée* » ou des initiales « *SAS* », et de l'énonciation du siège social, du montant du capital social, ainsi que du lieu et du numéro d'identification unique de la Société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 10 boulevard Malesherbes 75008 Paris.

Il peut être transféré en tout autre endroit en France par décision du président ou par décision collective des associés.

En cas de transfert décidé par le président, celui-ci est autorisé à modifier le présent article en conséquence.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation, un (1) an au moins avant la date d'expiration de la Société, prise par décision collective des associés.

DS JT DS HF DS EF DS LN

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

ARTICLE 6 - APPORTS

A la constitution de la Société, il a été fait apport d'une somme en numéraire de la somme de mille euros (1.000 €) correspondant à la souscription de cent (100) actions d'une valeur nominale de dix euros (10 €) chacune, intégralement souscrites et libérées en totalité, ainsi qu'il résulte du certificat du dépositaire établi préalablement à la date de signature des présents statuts par la Banque CIC sise 178, rue de Courcelles à Paris (75017).

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de mille euros (1.000 €).

Il est divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale de dix euros (10 €) chacune, toutes de même catégorie et intégralement souscrites et libérées en totalité.

Le capital social de la Société est réparti comme suit à la date des présentes :

- a. NORMANN APS détient 50% du capital social et des droits de vote de la Société ; et
- b. PCP détient 25% du capital social et des droits de vote de la Société ; et
- c. Hubert Fabry détient 25% du capital social et des droits de vote de la Société.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, amorti ou réduit dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires et par les présents statuts, par décision collective des associés.

La collectivité des associés peut également déléguer au président, les pouvoirs nécessaires à l'effet de décider une augmentation de capital ou de réaliser une réduction de capital, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions en numéraire résultant pour partie d'une incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, et pour partie d'un versement en espèces, doivent être intégralement libérées lors de leur souscription.

Dans tous les autres cas, les actions de numéraire émises après la constitution de la Société sont libérées du quart au moins de leur valeur nominale au moment de leur souscription et de la totalité de la prime d'émission. La libération du surplus interviendra en une ou plusieurs fois, sur appel du président, dans un délai maximum de cinq (5) ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par le président quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec avis de réception.

DS JT DS HF DS EF DS CN

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévue par la loi.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

Les actions et autres valeurs mobilières sont obligatoirement nominatives et inscrites en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par la Société à tout associé qui en fait la demande.

ARTICLE 11 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

En cas de pluralité d'associés, les copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord entre eux, le mandataire unique est désigné en justice à la demande du copropriétaire indivis le plus diligent.

Sauf convention contraire notifiée à la Société par lettre recommandée avec avis de réception, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation du résultat où il est réservé à l'usufruitier. Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux décisions collectives des associés.

ARTICLE 12 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

12.1 Principe

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

La propriété des actions et autres valeurs mobilières résulte de leur inscription en compte individuel au nom de leur titulaire sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social ou par un intermédiaire financier habilité. Leur cession et leur transmission s'opèrent à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dénommé "registre des mouvements de titres".

En cas d'augmentation du capital, les actions et autres valeurs mobilières sont négociables à compter de leur émission effective. Lorsque l'expression « valeurs mobilières » est utilisée dans les présents statuts, sans plus de précision, elle s'entend au sens des dispositions de l'article L.228-1 du Code de commerce.

Les actions et autres valeurs mobilières demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation. La location des actions de la Société est interdite.

DS JT DS AF DS EF DS LN

12.2 Restrictions aux transferts

A l'exception des cas limitativement énumérés à l'article 4.1 du pacte, tous les transferts de titres sont soumis à un droit d'agrément (régi par l'article 4.2 du pacte) et à un droit de cession conjointe (régi par l'article 4.3 du pacte).

12.3 Sanction

Tout transfert de titres effectué en violation des dispositions des présents statuts (et notamment l'article 12.2) ou du pacte sera nul et inopposable à la société ainsi qu'aux associés. Le transfert nul et inopposable ne sera pas enregistré dans les livres de la société et, jusqu'à régularisation éventuelle, tous les droits et obligations attachés aux titres continueront à être exercés et exécutés par l'associé titulaire des titres concernés, sans préjudice de sa responsabilité éventuelle à l'égard de la société ou des autres associés.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, les dispositions du présent article 12.3 ne sont pas applicables. Ces dispositions sont ou redeviennent de plein droit applicable dès lors que la société comprend au moins deux associés.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

13.1 Droits et obligations générales

Chaque associé ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux décisions collectives des associés et aux présents statuts.

Les droits et obligations attachés aux actions et autres valeurs mobilières les suivent dans quelque main qu'elles passent.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

13.2 Droits de vote et participation aux décisions collectives

Chaque action donne droit à une voix et à la participation dans les décisions collectives.

13.3 Droits aux bénéfices et à l'actif social

Toute action donne droit à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices, le capital, les réserves et les primes lors de toute distribution, amortissement ou réduction de capital en cours de vie de la Société et dans le boni de liquidation en cas de liquidation.

TITRE III

DS JT DS HF DS EF DS CN

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE**ARTICLE 14 - PRESIDENT**

La Société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société.

14.1 Nomination

En cours de vie sociale, le président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par décision collective des associés pour une durée déterminée ou non. A défaut de stipulation expresse, le président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions pour une durée indéterminée.

Le président est toujours rééligible.

En cas de nomination d'une personne morale en qualité de président, elle peut désigner une personne de son choix en qualité de représentant permanent pour la durée de son mandat de président. A défaut de désignation expresse, le représentant légal de la personne morale, président de la Société, est désigné de plein droit, représentant permanent. En cas de décès, démission ou révocation du représentant permanent, la personne morale doit en informer la Société dans les plus brefs délais, par tout moyen, et donner l'identité du nouveau représentant permanent.

Le dirigeant ou représentant permanent de la personne morale est soumis aux mêmes conditions et obligations et encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était président en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité de la personne morale qu'il représente.

14.2 Pouvoirs du président

Le président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et la représente à l'égard des tiers.

A ce titre, il est investi à l'égard des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de son objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les présents statuts aux associés.

La décision collective des associés limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

14.3 Délégations de signature et de pouvoir

Le président peut consentir toutes délégations de signature, en vue de la signature de tous actes, ou toutes délégations de pouvoir à tous tiers de son choix pour un ou plusieurs objets et une durée déterminés, dans la limite des pouvoirs qui lui sont conférés de par la loi et les présents statuts.

14.4 Cessation des fonctions

Le mandat de président prend fin par la démission, la révocation ou l'arrivée du terme prévu lors de la nomination ou du renouvellement du président.

Le mandat de président prend fin également en cas de décès, s'il s'agit d'une personne physique, ou s'il s'agit d'une personne morale, au jour de sa dissolution.

Le président peut démissionner de son mandat à tout moment.

Le président peut être révoqué, sur justes motifs, par décision collective des associés. Toute révocation intervenant sans juste motif ouvrira droit à une indemnisation du président.

DS JT DS HF DS EF DS LN

Si le président, personne physique, a conclu un contrat de travail avec la Société, la révocation de ses fonctions n'a pas pour effet de résilier son contrat de travail.

En cas de vacance par démission ou par décès, ou incapacité ou invalidité visée au sens des dispositions du 2° de l'article L 341-4 du Code de la sécurité sociale de plus de trois (3) mois du président, personne physique, ou encore par suite de la dissolution de la personne morale président, les associés sont réunis par le directeur général de la Société, s'il en a été désigné un, ou à défaut, à l'initiative de l'associé le plus diligent en vue de procéder à la nomination d'un nouveau président.

14.5 Rémunération du président

Le président peut recevoir une rémunération au titre de ses fonctions dont le montant et les modalités sont fixés par décision collective des associés.

Le président, personne physique, peut être lié à la Société par un contrat de travail, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

ARTICLE 15 - DIRECTEUR(S) GENERAL(AUX)

Le président est assisté dans ses fonctions par un ou plusieurs autre(s) dirigeant(s), personne(s) physique(s) ou morale(s), associé(s) ou non de la Société, qui prend(nent) le titre de directeur général.

15.1 Nomination

Le directeur général est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par décision du président pour une durée déterminée ou non. A défaut de stipulation expresse, le directeur général est nommé ou renouvelé dans ses fonctions pour une durée indéterminée.

Le directeur général est toujours rééligible.

En cas de nomination d'une personne morale en qualité de directeur général, elle peut désigner une personne de son choix en qualité de représentant permanent pour la durée de son mandat de directeur général. En cas de décès, démission ou révocation du représentant permanent, la personne morale doit en informer la Société dans les plus brefs délais, par tous moyens, et donner l'identité du nouveau représentant permanent.

Le dirigeant ou représentant permanent de la personne morale est soumis aux mêmes conditions et obligations et encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était directeur général en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité de la personne morale qu'il représente.

15.2 Pouvoirs du directeur général

Sauf décision contraire du président lors de sa désignation, le directeur général assume la direction générale de la Société et dispose des mêmes pouvoirs que le président, et a, à titre habituel, le pouvoir d'engager la Société. A ce titre, le directeur général représente également la Société à l'égard des tiers, tout comme le président.

15.3 Délégations de signature et de pouvoir

Le directeur général peut consentir toutes délégations de signature, en vue de la signature de tous actes, ou toute délégation de pouvoir à tous tiers de son choix pour un ou plusieurs objets et une durée déterminés, dans la limite des pouvoirs qui lui sont conférés de par la loi et les présents statuts.

DS JT DS HF DS EF DS CN

15.4 Cessation des fonctions

Le mandat de directeur général prend fin par la démission, la révocation ou l'expiration du terme prévu lors de la nomination ou le renouvellement du directeur général.

Ce mandat prend fin également en cas de décès, s'il s'agit d'une personne physique, ou s'il s'agit d'une personne morale, au jour de sa dissolution.

Le directeur général peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision au président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve adressée un (1) mois avant la date d'effet de ladite décision, sauf acceptation par le président de réduire ce préavis.

Le directeur général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit nécessaire de justifier d'un motif quelconque par décision du président, et sans que le directeur général révoqué puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Si le directeur général, personne physique, a conclu un contrat de travail avec la Société, la révocation de ses fonctions n'a pas pour effet de résilier son contrat de travail.

La cessation des fonctions du président, pour quelque motif que ce soit, ne met pas fin au mandat du directeur général.

15.5 Rémunération

Le directeur général peut recevoir une rémunération au titre de ses fonctions dont le montant et les modalités sont fixés par décision collective des associés.

Le directeur général, personne physique, peut être lié à la Société par un contrat de travail, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

ARTICLE 16 - CONVENTIONS AVEC LA SOCIETE

16.1 Conventions réglementées

Toute convention, autre que celle portant sur des opérations courantes et conclue à des conditions normales, intervenue entre la Société et son président, un directeur général, un associé disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou une société contrôlant, au sens des dispositions de l'article L.233-3 du Code de commerce, une société associée disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%, qu'elle soit intervenue directement ou par personne interposée, doit être portée à la connaissance du commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, ou en l'absence d'un tel commissaire, à la connaissance du président de la Société.

Le commissaire aux comptes, ou en l'absence d'un tel commissaire, le président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

16.2 Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et au directeur général, s'il en a été désigné un, personnes physiques, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert (en compte courant ou autrement), ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants ou descendants du président et du directeur général, s'il en a été désigné un, ainsi qu'aux représentants de la personne morale assumant les fonctions de président ou de directeur général et à leurs conjoints, ascendants et descendants, et d'une manière générale, à toute personne interposée.

16.3 Associé unique

Par dérogation aux stipulations du premier alinéa du paragraphe 16.1 ci-avant, lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention, au registre des décisions, des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son dirigeant, son associé unique ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi, si les conditions légales requises pour une telle nomination sont remplies par la Société ou si les associés souhaitent procéder à une telle nomination.

ARTICLE 18 - REPRESENTATION SOCIALE

Conformément aux dispositions de l'article L.2323-66 du Code du travail, les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits définis à la sous-section visée par ledit article auprès du président de la Société.

Conformément aux dispositions de l'article L.2323-67 du Code du travail, deux membres du comité d'entreprise, désignés par ce comité et appartenant l'un à la catégorie des cadres techniciens et agents de maîtrise, l'autre à la catégorie des employés et ouvriers, peuvent assister aux assemblées générales. Ils sont entendus, à leur demande, lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des associés.

Le comité d'entreprise peut requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées dans les conditions visées au paragraphe 21.1.2.2. des présents statuts.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 19 - COMPETENCE DES ASSOCIES

Outre ce qui est prévu dans les présents statuts, les associés sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

DS JT DS HF DS EF DS CN

- nomination, renouvellement et révocation du président ; fixation de ses pouvoirs et, le cas échéant de sa rémunération ;
- nomination et renouvellement des commissaires aux comptes ;
- approbation des comptes annuels et affectation du résultat ;
- distribution de toute somme disponible ;
- approbation des conventions réglementées soumises au contrôle des associés en vertu des dispositions du Code de commerce ;
- augmentation, amortissement ou réduction du capital social, en ce compris l'émission (ou l'autorisation d'émission ou d'attribution) de toutes actions et autres valeurs mobilières ainsi que toute opération pouvant avoir pour effet d'augmenter, immédiatement ou à terme, le capital de la Société ;
- l'acquisition ou la cession de tout actif significatif (y compris toutes participations) pour un montant supérieur à cinquante mille euros (50.000 €) ;
- la souscription et la modification de tout emprunt ou financement de quelque nature que ce soit (et notamment, emprunt bancaire, emprunt obligataire,...) pour un montant unitaire de cinquante mille euros (50.000 €) ;
- fusion, scission ou apport partiel d'actif ;
- dissolution de la Société ; nomination, renouvellement et révocation d'un ou plusieurs liquidateurs et fixation de leurs pouvoirs et rémunération ;
- approbation des comptes annuels en cas de liquidation, des comptes de clôture de liquidation et liquidation de la Société ;
- prorogation de la durée de la Société ;
- transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- modification des statuts (sauf disposition contraire des présents statuts) ;
- toute décision de la compétence de la collectivité des associés en vertu d'une stipulation expresse des présents statuts ou d'une disposition impérative de la loi ou qui requiert l'unanimité des associés de par les dispositions législatives et réglementaires applicables.

Toute autre décision relève du pouvoir du président.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés.

Lorsque la Société ne comprend qu'un associé, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés sous forme de décision(s) unilatérale(s). L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

ARTICLE 20 - MODE DE DELIBERATIONS - REGLES DE MAJORITE

Les décisions relevant de la compétence de la collectivité des associés sont adoptées selon les modalités suivantes :

20.1 Mode de délibérations

20.1.1 *Dispositions générales*

DS DS DS DS
JT HF EF CN

Les décisions collectives sont prises à l'initiative du président ou du liquidateur pendant la période de liquidation (ci-après l'« **Auteur de la convocation** »).

Le commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, ou un mandataire de justice, peut également convoquer la collectivité des associés en assemblée générale dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés anonymes.

Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée générale, y compris par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle ou de tout autre moyen de télécommunication permettant l'identification des associés participant à l'assemblée à distance.

Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte sous seing privé ou faire l'objet d'une consultation écrite.

Le commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, est convoqué par lettre recommandée avec avis de réception à toute assemblée générale des associés quelles que soient les modalités de sa tenue dans les mêmes délais que les associés.

En cas de décision prise par acte sous seing privé ou par consultation écrite, il est informé par tout moyen, même verbal, préalablement à la signature de l'acte ou de la consultation écrite et tous les documents fournis aux associés lui seront communiqués.

L'ordre du jour des décisions collectives est arrêté par l'Auteur de la convocation.

20.1.2 Assemblées générales d'associés

21.1.2.1. *Convocations*

La convocation aux assemblées générales est faite par tout moyen de communication écrite permettant d'en rapporter la preuve (y compris par télécopie ou courrier électronique) huit (8) jours avant la date de la réunion et mentionne les date, heure, lieu et ordre du jour de la réunion ainsi que, le cas échéant, les conditions dans lesquelles les associés peuvent voter à distance.

Toutefois, l'assemblée générale se réunit valablement, sur convocation verbale et sans délai, si tous les associés sont présents ou représentés.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

21.1.2.2. *Inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de décisions*

Un ou plusieurs associés représentant, individuellement ou collectivement, au moins 25 % du capital social ainsi que le comité d'entreprise ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée générale de projets de décisions par tous moyens de communication écrite permettant d'en rapporter la preuve.

La demande d'inscription de projets de décisions, accompagnée du texte des projets de décisions, doit être reçue par l'Auteur de la convocation par tous moyens écrits permettant d'en rapporter la preuve, trois (3) jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés.

L'Auteur de la convocation en accuse immédiatement réception à l'auteur de la demande.

21.1.2.3. *Participation aux assemblées*

Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions dont il est titulaire, dès lors que ses actions sont inscrites en compte à son nom dans les livres de la Société.

DS JT DS HF DS EF DS CN

S'il en est décidé ainsi par l'Auteur de la convocation, tout associé peut participer et voter, personnellement ou par mandataire, à l'assemblée générale par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle ou par tout autre moyen de télécommunication permettant son identification.

21.1.2.4. Représentation des associés

Un associé peut se faire représenter à l'assemblée par un autre associé ou par son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité. Chaque associé peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être communiqués à la Société par tous moyens écrits permettant d'en rapporter la preuve, y compris par télécopie ou courrier électronique.

Tout mandat, sans indication de mandataire, reçu par la Société en vue du vote à une assemblée générale sera réputé donné au président de l'assemblée, lequel sera tenu, dans ce cas, de voter dans le sens indiqué sur le mandat ou, à défaut de précisions dans celui-ci, dans le sens favorable aux décisions agréées par l'Auteur de la convocation.

21.1.2.5. Vote à distance

Si l'Auteur de la convocation l'a prévu, tout associé peut voter à distance au moyen d'un formulaire établi par la Société et précisant les modalités de son utilisation et de son renvoi à la Société.

Le formulaire est adressé ou remis à tout associé qui en a fait la demande.

Le vote exprimé dans le formulaire doit, pour être pris en compte, parvenir à la Société jusqu'à minuit (heure de Paris) la veille de l'assemblée.

21.1.2.6. Tenue de l'assemblée

L'assemblée générale est présidée par le président de la Société, et, en son absence, par un associé désigné à la majorité des voix dont disposent les associés présents à l'assemblée.

Lorsque les décisions sont prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle ou de tout autre moyen de télécommunication permettant l'identification des associés, elles sont réputées être prises au lieu où se trouve le président de séance.

A moins que le procès-verbal ne soit signé par tous les associés présents et les mandataires, il est établi une feuille de présence, laquelle mentionne :

- l'identité et l'adresse de chaque associé présent ou réputé présent, le nombre d'actions dont il est titulaire et le nombre de voix attaché à ses actions, étant précisé qu'est réputé présent l'associé qui participe à la réunion par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle ou de tout autre moyen de télécommunication permettant son identification ;
- l'identité et l'adresse de chaque associé représenté et de son mandataire, le nombre d'actions dont il est titulaire et le nombre de voix attaché à ses actions ;
- l'identité et l'adresse de chaque associé ayant voté à distance, le nombre d'actions dont il est titulaire et le nombre de voix attaché à ses actions.

La feuille de présence est signée par tous les associés présents et les mandataires des associés et est certifiée exacte par le président de séance. Les pouvoirs des associés représentés et les formulaires de vote à distance sont annexés à la feuille de présence.

20.1.3 Décisions collectives prises par consultation écrite

DS JT DS HF DS EF DS CN

Les associés disposent d'un délai maximal de huit (8) jours à compter de la date d'envoi par l'Auteur de la convocation du texte des décisions proposées et des documents nécessaires à leur information pour émettre leur vote.

Le vote est formulé sous le texte des décisions proposées et, pour chaque décision, par les mots « oui » ou « non » ou « abstention ».

La réponse dûment datée et signée par l'associé est adressée à l'Auteur de la convocation, par tout moyen écrit permettant d'en rapporter la preuve (y compris par télécopie ou courrier électronique).

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai visé ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

L'Auteur de la convocation pourra constater les résultats de la consultation écrite dès qu'il aura obtenu les réponses des associés et ce sans attendre l'expiration du délai de huit (8) jours.

20.1.4 Décisions prises par acte sous seing privé

Les décisions collectives peuvent également résulter du consentement unanime des associés exprimé dans un acte sous seing privé signé par tous les associés.

20.2 Règles de majorité

Pour le calcul des majorités visées ci-dessous, sont pris en compte le vote des associés participant, personnellement ou par mandataire, à la réunion ou à la consultation écrite.

Les absentions lors des réunions sont considérées comme des votes « contre ».

A l'exclusion des décisions qui de par la loi requièrent impérativement l'unanimité, toutes les décisions sont prises à la majorité simple des voix des associés.

S'il en a été désigné, les membres du comité d'entreprise devront être entendus sur les décisions requérant l'unanimité, à leur demande, en application des dispositions légales.

ARTICLE 21 - PROCES-VERBAUX

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit le mode de délibérations sont constatées par un procès-verbal, établi par le président de séance et signé par lui et un associé, sauf lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé. Dans ce dernier cas, le procès-verbal est signé par l'associé unique.

Les procès-verbaux sont retranscrits, par ordre chronologique, sur un registre spécial tenu au siège social ou sur des feuilles mobiles numérotées, dans les mêmes conditions que celles prévues pour les procès-verbaux des assemblées générales d'actionnaires des sociétés anonymes.

Sans préjudice de ce qui précède, les procès-verbaux doivent notamment mentionner le mode de délibération, les date et lieu de la réunion, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un exposé des débats, le texte des décisions mises aux voix et le résultat des votes.

Toute consultation écrite est constatée dans un procès-verbal établi et signé par l'Auteur de la convocation. Le procès-verbal, auquel sont annexées les réponses des associés ayant participé à la consultation écrite, mentionne les modalités de la consultation.

Lorsque les décisions collectives sont prises par acte sous seing privé, l'acte constatant les décisions est signé par tous les associés et vaut procès-verbal.

DS JT DS HF DS EF DS CN

ARTICLE 22 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie, au siège social, des documents suivants relativement aux trois (3) derniers exercices clos :

- la liste des associés avec le nombre d'actions et autres valeurs mobilières dont chacun d'eux est titulaire et le nombre de droits de vote attachés aux actions ;
- les comptes annuels (bilan, comptes de résultat et annexes), et les comptes consolidés si la Société est tenue d'en établir ;
- les rapports du président de la Société et des commissaires aux comptes, s'il en a été désigné ;
- les procès-verbaux des décisions collectives des associés (ou de l'associé unique) et de celles du président ;
- les feuilles de présence aux assemblées générales des associés.

A compter de la convocation de l'assemblée générale et jusqu'au sixième (6) jour inclusivement avant la réunion, tout associé peut demander à la Société, par tout moyen écrit permettant d'en apporter la preuve, de lui adresser les documents et renseignements lui permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les décisions soumise(s) à son approbation. La Société est tenue de procéder à cet envoi avant la réunion, lequel peut être effectué par tout moyen de son choix, et notamment par un moyen de communication électronique.

TITRE V**EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX****ARTICLE 23 - EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2023.

ARTICLE 24 - INVENTAIRE - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il établit le rapport de gestion sur la situation de la Société pendant l'exercice écoulé.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, dans les conditions prévues par la loi.

Ces documents sont soumis chaque année à l'approbation des associés ou de l'associé unique, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice.

DS JT DS HF DS EF DS CN

ARTICLE 25 - AFFECTATION DU RESULTAT

Le bénéfice distribuable est déterminé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et conformément aux présents statuts.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés déterminent la part de ce bénéfice qui leur est attribuée sous forme de dividendes.

S'il y a lieu, les associés affectent la part non distribuée du bénéfice de l'exercice dans les proportions qu'ils déterminent, soit à un ou plusieurs comptes de réserves, généraux ou spéciaux, ou soit au compte « report à nouveau ».

ARTICLE 26 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les dividendes sont mis en paiement par le président, sur décision de la collectivité des associés, dans un délai maximum de neuf (9) mois, après la clôture de l'exercice. Ce délai peut être prorogé par décision judiciaire.

La collectivité des associés, statuant sur les comptes de l'exercice, a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie des dividendes mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire et/ou en actions de la Société, dans les conditions qu'elle détermine.

TITRE VI**DISSOLUTION - LIQUIDATION AMIABLE - CONTESTATIONS****ARTICLE 27 - DISSOLUTION - LIQUIDATION AMIABLE**

La Société est dissoute à l'expiration du terme ou de l'objet social fixés par les présents statuts, sauf prorogation décidée par décision collective des associés.

La Société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, sauf en cas de fusion ou de scission ou de réunion de toutes les actions de la Société entre les mains d'un seul associé, personne morale.

La collectivité des associés peut prononcer la dissolution de la Société et règle, si besoin est dans sa décision, le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et, le cas échéant, la rémunération, et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La dissolution met fin aux fonctions du président et du(des) directeur(s) général(aux), s'il en a été désigné. Elle met également fin aux mandats des commissaires aux comptes sauf décision contraire prise par la collectivité des associés.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. Toutefois, sa dénomination devra être suivie de la mention « société en liquidation » ainsi que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

DS JT DS HF DS EF DS CN

Le produit net de la liquidation, après remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés, en proportion de leur participation dans le capital social ou attribué à l'associé unique.

ARTICLE 28 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société, en ce compris lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés ou le président ou le directeur général, soit entre les associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts seront jugées conformément à la loi française et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

TITRE VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ARTICLE 29 - DESIGNATION DU PREMIER PRESIDENT

Le président de la Société est NORMANN APS, société de droit danois située à Knud Hoejgaardsvej 9 2860 Soeborg, immatriculé au registre des commerces danois sous le numéro CVR 32 83 80 30, représenté par Mr Christian NORMANN né le 26/01/1972 à HORSHOLM de nationalité Danoise, nommé pour une durée indéterminée.

Christian Normann est investi à l'égard des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de son objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les présents statuts aux associés ou à l'associé unique.

NORMANN APS ne sera pas rémunéré au titre de ses fonctions de président, sauf décision contraire ultérieure des associés.

NORMANN APS déclare accepter les fonctions de président et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi, les règlements et les présents statuts pour l'exercice de ce mandat.

ARTICLE 30 - DESIGNATION DU PREMIER DIRECTEUR GENERAL

La direction générale de la Société sera assurée pour une durée indéterminée par Hubert Fabry, qui déclare accepter les fonctions de Directeur Général qui viennent de lui être confiées et affirme n'être l'objet d'aucune incapacité ou interdiction susceptibles de l'empêcher d'exercer ce mandat.

Hubert Fabry est investi à l'égard des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de son objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les présents statuts aux associés ou à l'associé unique.

Hubert Fabry ne sera pas rémunéré au titre de ses fonctions de directeur général, sauf décision contraire ultérieure des associés.

Hubert Fabry déclare satisfaire à toutes les conditions requises par la loi, les règlements et les présents statuts pour l'exercice de ce mandat. Le Directeur Général aura droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur présentation de justificatifs.

DS DS DS DS
JT HF EF CN

ARTICLE 31 - DESIGNATION DU DEUXIEME DIRECTEUR GENERAL

La direction générale de la Société assistée par :

ALCALINE, Société par actions simplifiée au capital de 1.000€, domiciliée au 23 rue Galilée 75116 Paris (France), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 880 040 092, représentée par Monsieur Jean-Pascal TRANIE, Président dûment habilité aux fins des présentes, qui déclare accepter les fonctions de Directeur Général Délégué qui viennent de lui être confiées et affirme n'être l'objet d'aucune incapacité ou interdiction susceptibles de l'empêcher d'exercer ce mandat.

ALCALINE est investie à l'égard des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de son objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les présents statuts aux associés ou à l'associé unique. ALCALINE ne sera pas rémunérée au titre de ses fonctions de directeur général délégué, sauf décision contraire ultérieure des associés.

ALCALINE déclare satisfaire à toutes les conditions requises par la loi, les règlements et les présents statuts pour l'exercice de ce mandat. Le Directeur Général Délégué aura droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur présentation de justificatifs.

ARTICLE 32 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

La Société jouira de la personnalité morale à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, figure en annexe aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 33 - MANDAT DE PRENDRE DES ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE

Le président est par ailleurs, expressément habilité à passer et à souscrire, au nom et pour le compte de la Société, entre la date de signature des présents statuts et celle de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés, les actes et engagements entrant dans l'objet social et conformes à l'intérêt social.

Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits, dès l'origine, par la Société, après approbation par les associés, postérieurement à son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard lors de l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 34 - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au président, avec faculté de délégation, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi et les règlements, et notamment faire insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

DS JT DS HF DS EF DS CN

Fait à Paris, le 06/06/2022,
20

En cinq (5) exemplaires originaux, dont trois (3) pour les associés, un (1) pour la Société et un (1) pour le dépôt au greffe du tribunal de commerce de Paris.

DocuSigned by:
Christian Normann
7A35B5B6824E44C...

NORMANN APS

Associé

DocuSigned by:
Christian Normann
7A35B5B6824E44C...

NORMANN APS

Président¹

DocuSigned by:
Edouard FABRY
B1FA50C68F4C440...

PREJEANCE CAPITAL PARTNERS - PCP

Associé

DocuSigned by:
Jean-Pascal Trané
F14E73079612485...

ALCALINE

Directeur Général²

DocuSigned by:
Hubert Fabry
C18D0C2BF6DD4CD...

HUBERT FABRY

Associé et Directeur Général²

¹ Qui fera précéder sa signature de la mention manuscrite « Bon pour acceptation des fonctions de président de la société AALTEO ».

² Qui fera précéder sa signature de la mention manuscrite « Bon pour acceptation des fonctions de directeur général (délégué) de la société AALTEO ».

AALTEO

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 €

Siège social : 23 rue Galilée 75116 Paris

ANNEXE

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

- Ouverture d'un compte bancaire auprès de la banque Banque CIC sise 178, rue de Courcelles à Paris (75017), pour le dépôt des fonds constituant le capital social ;
- D'une manière générale, accomplissement de toutes démarches et formalités administratives, commerciales et autres nécessaires au démarrage des activités de la Société.

* * *

	^{DS} CN	^{DS} HF
Associé		
Paraphe	^{DS} EF	^{DS} JT